

IDÉES

Quelle crise du libéralisme?

JEAN-FRANÇOIS LESSARD

Professeur en pensée politique à l'UQAM et auteur de La Question du politique dans la modernité (Liber, 2008)

Le libéralisme est en crise, entend-on ces jours-ci. Certains semblent même pressés de nous annoncer sa mort. Il faut bien entendu se méfier. Les annonces concernant le décès du capitalisme et de la démocratie sont déjà légion! Il serait plutôt malvenu d'ajouter trop rapidement une nouvelle nécrologie, celle du libéralisme.

D'abord, il faut savoir de quoi on parle. Le libéralisme, comme toutes les grandes idéologies, est à la fois vaste et diversifié. Il y a le libéralisme politique, celui qui privilégie la liberté de conscience, de religion et d'expression. Dans ce cadre, il peut facilement être avancé que nos sociétés sont profondément libérales, et s'empres- ser d'ajouter que peu seraient enclins à laisser aller ces acquis.

Le libéralisme qui fâche, et que certains souhaitent voir affaibli grâce à la crise économique et financière actuelle, c'est le libéralisme économique. Celui que l'on qualifie également de néolibéralisme. Les instigateurs intellectuels de son renouveau au XX^e siècle sont des individus comme Friedrich Von Hayek et Milton Friedman. Ses plus grands promoteurs politiques auront été Margaret Thatcher et Ronald Reagan. On revendique l'indépendance des marchés par rapport au politique. De plus, on réclame l'extension du modèle économique à l'ensemble des sphères de la société. L'influence néolibérale a été largement diffusée dans les dernières décennies. Des politiques néolibérales sont depuis appliquées même par des partis politiques qui se disent «de gauche».

Rejet de la voie libérale?

Ce néolibéralisme domine donc depuis plus d'une génération. L'application de ses préceptes nous a conduits là où nous en sommes aujourd'hui. Au-delà de la crise financière, c'est à une crise profonde du modèle que nous assistons. L'utopie financière de croissance toujours soutenue et continue a du plomb dans l'aile. On réalise enfin que l'idée qui a dominé les marchés jusqu'à tout récemment, celle selon laquelle il est possible de prendre des risques tout en évitant d'en supporter les conséquences, est un non-sens. Nous nous retrouvons face à une extrême complexité des produits financiers, à une grande fragilité des fonds spéculatifs, à un marché monétaire sans règles réelles et à une opacité des paradis fiscaux.

Devant cette situation, on en vient à prédire le rejet de la voie libérale. C'est aller un peu vite en affaire. C'est d'abord négliger les capacités d'adaptation du libéralisme, qui pourtant ont été importantes en ce qui a trait à la «menace communiste» au XX^e siècle. Mais c'est aussi — et peut-être surtout — ne pas prendre en compte certaines données fondamentales concernant nos sociétés contemporaines.

Sans chercher à avancer un propos éristique, il peut être avancé que, loin d'être en crise, le libéralisme économique se porte plutôt bien. Ce qui est en crise actuellement, ce sont les marchés financiers (et par ricochet l'économie réelle). Par contre, les bases de légitimité du libéralisme économique apparaissent toujours aussi solides,



ERIN SIEGAL REUTERS

L'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis est considéré comme le déclencheur de la crise économique actuelle.

n'en déplaît à ses contempteurs. Trois éléments viennent accréditer la thèse: le rôle de l'État, la centralité de la concurrence sociale et, enfin, le règne de la société de crédit.

Crédits illimités pour la finance

On ne cesse de nous prévenir depuis de nombreuses années: nous avons vécu au-dessus de nos moyens pendant trop longtemps. D'où les coupes en santé, le sous-investissement en éducation et les budgets amputés dans l'ensemble des autres services à la population (accès à la justice, protection du consommateur, etc.). Les coffres étant désormais vides, on nous a appliqué la politique du «aucune autre solution n'est envisageable». Or, quelle n'est pas notre surprise de voir les gouvernements courir au chevet du monde de la finance, déployant des centaines de milliards de dollars afin de s'assurer de son bon rétablissement.

Bref, il n'y a plus d'argent pour soigner, éduquer et protéger les citoyens. La sphère sociale doit se débrouiller par elle-même. Par contre, les crédits sont presque illimités pour la sphère financière. Banques, compagnies d'assurance et constructeurs automobiles (qui sera le prochain?) se voient offrir des largesses impensables quand il s'agit de soigner et d'éduquer les êtres humains. L'État providence se transforme en État protecteur du marché et de la finance. Nous sommes bien loin d'un recul du libéralisme. Plus que jamais, l'acteur étatique est à son service.

Il ne faudrait pas non plus sous-estimer à quel point l'idéologie néolibérale de la concurrence est profondément ancrée dans nos sociétés. Le devenir de l'individu repose désormais uniquement sur

lui-même. On ne cesse de lui marteler. Il doit poursuivre une formation qui lui sera utile à très court terme. Et s'il perd son emploi? Alors, ce sera à lui de faire la preuve qu'il peut s'adapter. Il aura l'«occasion» de se renouveler, c'est-à-dire de prendre à sa charge une nouvelle formation.

Inégalités sociales

Il se doit donc d'être compétitif, car il est en concurrence. S'il échoue, personne sauf lui n'en sera responsable. Ce discours dominant trouve ses origines directement dans le néolibéralisme. Il a aussi pour effet de justifier les inégalités sociales: «Vous êtes pauvre? C'est que vous n'avez pas fait les bons choix.» Il fallait plutôt viser un emploi comme gestionnaire en finance!

Ce même discours néolibéral est tout aussi puissant dans le domaine du libre-échange. Avec la crise, nous avons pourtant peu entendu parler de retour au protectionnisme. Pourtant, on ne cesse de nous répéter qu'il existe quelque part des gens qui prônent un retour à des politiques protectionnistes. Ceux-ci sont acc usés d'avoir une vision à court terme (ce que les banquiers, financiers et gestionnaires n'ont pas, eux!), et surtout de causer une baisse des niveaux de vie. Une fois passé l'étonnement de voir des gestionnaires et des économistes néolibéraux se préoccuper de nos niveaux de vie, il est nécessaire de rappeler certains faits.

Solidité du libéralisme

On nous affirme que le retour du protectionnisme, c'est le retour des nationalismes exacerbés et d'une crise économique encore pire. On n'a qu'à regarder l'Histoire pour s'en apercevoir, proclame-t-on. Quelle histoire? Quel moment?

L'époque avant les accords de libre-échange élaborés dans les années 1980? Celle des Trente Glorieuses? Ou encore le protectionnisme qui a présidé à l'envolée industrielle des États-Unis dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle? Les époques de protectionnisme ont plutôt permis un développement social plus juste et moins sauvage. Bien que le discours libre-échangiste soit truffé de faussetés, reconnaissons qu'il domine.

Dernier élément à venir consolider la thèse de la solidité du libéralisme économique: les solutions de sortie de crise envisagées. Les taux d'endettement individuel n'ont jamais été aussi élevés, bien que les familles n'aient jamais eu aussi peu d'enfants. Il existe des différences nationales; néanmoins, nous avons affaire à la même dynamique partout: l'endettement est en hausse et atteint des records.

Maladie du système

Que propose-t-on pour sortir de la crise? Mis à part les centaines de milliards en fonds publics, on nous annonce qu'il faut débloquer le crédit. Pour quoi faire? Pour que les gens encore plus endettés contribuent à faire fonctionner le système.

Ce système est bel et bien malade, il préside à la déstructuration de nos sociétés. Néanmoins, l'idéologie qui le légitime se porte plutôt bien. C'est pourquoi on tente de résoudre la crise actuelle à partir de recettes économiques libérales. C'est une erreur de penser que, parce que la finance et l'économie sont affaiblies, le libéralisme l'est tout autant. La crise nous révèle, au contraire, toute sa puissance. Il demeure un horizon de pensée, qui pour l'instant encore, donne l'impression d'être indépassable.

Pour sortir de la crise: oser aller plus loin

FRANÇOISE DAVID ET AMIR KHADIR

Porte-parole de Québec solidaire

Nous publions un extrait du manifeste Pour sortir de la crise: dépasser le capitalisme? qui sera dévoilé aujourd'hui par Québec solidaire.

En novembre 2005, une trentaine de progressistes du Québec signaient le Manifeste pour un Québec solidaire. On y lisait: «Nous croyons nous aussi faire preuve de lucidité. [...] Inégalités sociales, pauvreté, crises financières, scandales comptables, dégradations environnementales et changements climatiques sur fond de conflits meurtriers sont les conséquences visibles d'un laisser faire qui a abandonné à l'illusion du marché autorégulé le soin de gérer le quotidien et l'avenir de la Terre et des humains. [...] Le type de mondialisation porté par les puissants et les biens nantis, en est le principal responsable.»

Ces progressistes répondaient au Manifeste pour un Québec lucide qui proposait de s'engager davantage dans la voie tracée par les néolibéraux depuis 30 ans. Nous assistions à une sorte d'union sacrée de politiciens, de penseurs, d'économistes et de gens d'affaires, un peu à l'image de la vaste coalition de droite qui a porté les Reagan et Bush au pouvoir aux États-Unis.

Au contraire des Lucien Bouchard, Joseph Facal, Pierre Fortin, André Pratte et compagnie, les signataires du Manifeste pour un Québec solidaire

proposaient de rompre avec les recettes néolibérales, sachant fort bien que le désengagement de l'État, la déréglementation tous azimuts ainsi que le culte du libre marché mèneraient tout droit à des crises aux effets dramatiques.

Les «Lucides» ont pesé lourdement sur les choix étatiques et ont soutenu des politiques néfastes pour la majorité: privatisation en douce des services publics, transfert de responsabilités sociales aux femmes, le plus souvent gratuitement, introduction des partenariats public-privé, précarisation et pertes d'emplois, réduction d'impôts qui profitent aux actionnaires des entreprises et aux riches et qui induisent un accroissement notable des inégalités sociales, hausses des tarifs, mauvaises décisions sur le plan écologique (retour aux barrages, port méthanier, exploration gazière dans le Saint-Laurent, construction d'autoroutes). Maintenant que le Québec vit à l'heure d'une immense crise financière, économique et écologique, il est plus que temps de demander des comptes aux «Lucides» et à leurs amis.

La mondialisation néolibérale: l'heure du verdict

D'où vient cette crise? Est-elle simplement causée par les excès du capitalisme, par des fraudeurs et des financiers qui ont agi en bandits de grand chemin? Pour Québec solidaire, la réponse est non.

La crise actuelle est l'aboutissement de politiques néolibérales qui ont lourdement aggravé les problèmes inhérents à la culture et à l'organisation capitaliste. Depuis les années 1980, des mouvements sociaux et des partis écologistes et de gauche le répètent: on assiste à la montée fulgurante puis à la domination d'une pensée individualiste et affairiste qui soutient les puissants, les ultrariches, ceux-ci cherchant à mettre la main sur les richesses de la planète entière avec la complicité de politiciens complaisants. Tout cela sur fond de mondialisation sans entrave et au prix de pillages environnementaux.

Oser aller plus loin

Partout au Québec et ailleurs dans le monde, des changements sont en cours. D'autres possibilités existent et sont appuyées par des mouvements citoyens. La montée de la gauche en Amérique latine et en Europe, les luttes et les révoltes populaires en Afrique et en Asie, et plus près d'ici, les initiatives citoyennes en faveur du commerce équitable et le développement de notre économie sociale sont autant d'exemples, porteurs d'espoir. Ces initiatives locales seront toutefois largement insuffisantes si nous ne prenons pas ensemble la décision de changer profondément notre monde.

Pour Québec solidaire, ce changement passe par une réflexion sur la souveraineté que nous voulons. À nos yeux, la souveraineté se construit par des actions conséquentes sur les plans économique et écologique. Serons-nous souverains mais totalement dépendants d'États voisins ou de financiers sans scrupules, souverains mais dépossédés de nos ressources naturelles?

La finalité de la souveraineté

Pour nous, la souveraineté a une finalité qui va au-delà des actions indispensables au regard de la langue française et de la culture québécoise. La souveraineté doit être populaire, démocratique, économique et politique. Et nous la voulons pour que le peuple québécois soit maître de son destin, parce qu'il mérite mieux que d'être porteur d'eau ou, aujourd'hui, porteur de gaz.

Enfin, ne devrions-nous pas nous demander de quels biens et de quels services nous avons réellement besoin? Comment travailler à un développement vraiment viable? Peut-on dépasser l'organisation et la culture capitalistes? Comment repenser l'organisation du travail, nos liens sociaux et nos solidarités? Aujourd'hui donc, et plus encore qu'en 2005, il ne s'agit pas de choisir entre le *statu quo* et le changement, comme le clamaient les «Lucides», mais de statuer sur la nature du changement. Car plus que jamais, un autre Québec et un autre monde sont non seulement possibles, mais nécessaires.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'Information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); information culturelle: Michel Bélaïr (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'Information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'Information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (poésie internationale, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable du site Internet), Émilie Folié-Boivin et Vincent Cauchy (commissaires Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Emond (commissaires à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spécil (Québec), Monique Bhéret (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Manon Boilard, Marlène Côté, Richard Doungmalala, Amélie Maltais, Claire Paquet, Élyssa Portier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebâ (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Nathalie Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.